

Atelier n°4

Quelle place pour l'agriculture française à l'international en 2050 ?

- Pilote : Corentin Biardeau
- Co-pilotes : Serge Zaka, Adrien Lefèvre
- Scribe : Corentin Grange

(Voir le « tableau blanc » joint)

Tour de table

- **Menaces** : En 2050, ne pas devenir tributaire de cultures qu'on n'aurait pas adaptées. Il y a des choses sur lesquelles on est exportateurs aujourd'hui et pour lesquelles on deviendra importateurs. Dans les menaces : le risque de perte de souveraineté. Sur la viande, le comté, la qualité fera notre différence vis-à-vis des produits bas de gamme. La qualité sera au cœur des enjeux d'exportations de demain. Protéger nos producteurs est une priorité, quelle que soit la filière, éviter les importations non différenciées, pour ne pas créer de désavantages.
- **Question de la concurrence dans le vin** : Nouvelle concurrence internationale de la Belgique et l'Angleterre sur le Champagne. Même si la zone sera favorisée sur le changement climatique, mais il y a un sujet sur les nouveaux pays producteurs de vin. Le "sparkling" — on ne peut pas parler de champagne pour les autres — en Angleterre, il y a beaucoup de maisons venant de la région Champagne qui se sont installées dans le Sussex et le Kent pour expérimenter et commercialiser d'autres produits. La concurrence vient des vins IGP, qui se créent à côté de la zone d'appellation de la Champagne, qui reprennent d'anciennes zones de vignobles autrefois délaissées pour faire d'autres cultures. Vraie question sur la concurrence de ces zones.
- **Aides internationales** : L'UNESCO prend en compte les risques et songe à des aides envers les agriculteurs qui pourraient être en péril face aux changements climatiques. Ex. du Maroc : 30% de perte de leur cheptel début 2024.
- **Témoignage du collectif « N'exportons pas nos problèmes »** qui dénonce l'exportation en Afrique de l'ouest de poudre maigre engraisée à l'huile de palme pour en faire du lait et qui constitue une concurrence déloyale avec un produit 30 à 50 % moins cher que la production locale.
- Question des **clauses miroir** sont défendues par plusieurs filières.

A. Enjeux à prendre en compte

- **Réduire les flux logistiques**
 - Aujourd'hui, ¼ des exportations sont dans l'UE
 - Ex. du lait français qui va en Belgique, et inversement, sans aucun contrôle. De plus, transporter du lait liquide c'est transporter 95 % d'eau
 - La logistique et en particulier le transport sont un fort enjeu, c'est pour cela que les grandes marques de Champagne essaient de privilégier les voiliers ou des modes d'exports plus écologiques.
 - On voit de moins en moins de péniches remplies par des silos à grains, tout a été démantelé au profit des camions, cela doit changer.

- Risques liés à la **disponibilité en énergie** notamment pour les engrais
 - Travail de fond d'acteurs du terrain sur la question de l'autonomie, production locale d'engrais en France, via l'énergie solaire.
- **Tensions géopolitiques**, besoins des autres pays, rayonnement de la France
 - Vulnérabilité exacerbée avec la guerre en Ukraine
 - Vulnérabilité des autres pays face aux **effets du changement climatique**
- **Attentes sociétales**
 - Rôle de l'Etat dans les importations, par exemple les tomates en hiver : importance de rééduquer sur des cycles calendaires des produits
 - Notion de consommateur citoyen
 - Education des enfants dès le plus jeune âge
- **Conflits d'usage sur la biomasse**
- **Levier fiscal de l'Etat**

B. Recommandations

- **Education**
 - On perd la culture de ne pas gâcher : mettre en œuvre des obligations politiques aux industriels
 - Travailler sur l'étiquetage
- **Intégrer tous les coûts**
 - Coût climatique et environnemental
 - Juste rémunération des agriculteurs
- **Mise en œuvre d'actions publiques :**
 - Développer des infrastructures (ex. le train des primeurs) pour réduire la dépendance aux camions
- **Révision de la PAC**
 - Cf. webinaire : le changement de prix garantis de 1992 à un prix marché induit avec des aides a eu de multiples conséquences notamment sur les exportations
 - On peut être protégés si on a les bons prix, payés en parti par les consommateurs, mais on devrait aussi adapter les prix aux consommateurs en grande difficulté
 - Certains participants préfèrent donner le budget de la PAC aux bénéficiaires des Restos du Cœur pour accéder à de bons produits (cf. obésité et corrélation au niveau de richesse), mais une réorientation du budget de la PAC devrait aussi assurer une juste rémunération aux producteurs.
 - Dépendance complète à cette politique agricole qui finance des exportations à bas coût !
 - Evocation de la TVA sociale